
Rapport du président

Proposition de prêt

République démocratique populaire du Laos

Projet « Lier les entreprises, l'agriculture et le développement pour une croissance verte » (LEAD)

Référence du projet : 2000005224

Document : EB 2026/LOT/P.8 Date :

18 juin 2026 Diffusion : publique

Original : anglais

POUR : APPROBATION

Décision : Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation figurant au paragraphe 55.

Questions techniques :

Reehana Raza

Directrice régionale
Division Asie-Pacifique e-mail :
r.raza@ifad.org

Rachele Arcese

Directrice nationale par intérim
Division Asie et Pacifique e-
mail : r.arcese@ifad.org

Sommaire

Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	2
II. Description du projet	2
A. Objectifs, zone géographique d'intervention et groupes cibles	2
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	3
D. Alignement, appropriation et partenariats	4
E. Coûts, bénéfices et financement	4
III. Gestion des risques	8
A. Risques et mesures d'atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classification des risques climatiques	9
D. Viabilité de la dette	9
IV. Mise en œuvre	9
A. Cadre organisationnel	9
B. Planification, suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication	10
C. Plans de mise en œuvre	10
V. Instruments juridiques et autorité	11
VI. Recommandation	11

Annexes

- I. Accord de financement négocié
- II. Cadre logique
- III. Matrice intégrée des risques du projet

Équipe chargée de la mise en œuvre du projet	
Directrice régionale :	Reehana Raza
Directrice nationale par intérim :	Rachele Arcese
Responsable technique :	Rikke Grand Olivera
Responsable des finances :	Tendayi Makuyana
Spécialiste du climat et de l'environnement :	Nirajan Khadka
Responsable juridique :	Peter Kamero

Carte de la zone d' du projet



The designations employed and the presentation of the material in this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the delimitation of the frontiers or boundaries, or the authorities thereof.
Source: UN boundaries (2018); GAUL sub-national units (2024)
Map compiled by IFAD | 07-04-2026

Résumé de l' de financement

Institution à l'origine du projet :	Fonds international de développement agricole (FIDA)
Emprunteur :	République démocratique populaire du Laos
Agence d'exécution (agence chef de file du projet) :	Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement
Coût total du projet :	15,05 millions de DTS (soit environ 20,65 millions de dollars des États-Unis)
Montant du prêt du FIDA (système d'allocation basé sur la performance) :	12,82 millions de DTS (soit environ 17,59 millions de dollars des États-Unis)
Conditions du prêt du FIDA :	Durée : 25 ans, dont un délai de grâce de 5 ans, avec des frais de gestion de 0,75 % et un taux d'intérêt de 1,25 % par an en droits de tirage spéciaux (DTS) (ajustements pour les prêts en monnaie unique)
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire :	1,73 million de DTS (soit environ 2,38 millions de dollars américains)
Contribution des participants :	0,5 million de DTS (soit environ 0,68 million de dollars américains)
Montant du financement climatique du FIDA :	12,03 millions de dollars américains
Institution partenaire :	Sous la supervision directe du FIDA

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention de l' du FIDA

Contexte national

1. La pauvreté rurale, l'insécurité alimentaire et la faible intégration aux marchés continuent de freiner la transformation agricole inclusive en République démocratique populaire lao, en particulier dans les zones rurales vulnérables aux aléas climatiques. De nombreux ménages ruraux restent tributaires d'une agriculture de petite exploitation, caractérisée par une faible productivité, une valeur ajoutée limitée et une commercialisation insuffisante, ce qui reflète une organisation des agriculteurs, d'un accès limité au financement, d'infrastructures de marché insuffisantes et d'une exposition récurrente aux chocs climatiques.
2. S'appuyant sur les enseignements tirés de l'évaluation de la stratégie et du programme nationaux de la République démocratique populaire lao pour la période 2011-2023¹ et du programme d'opportunités stratégiques nationales pour la période 2026-2031,² le projet proposé « Linking Enterprises »,
Le projet « Agriculture et développement pour une croissance verte » (LEAD) vise à étendre à plus grande échelle les modèles efficaces en matière de productivité, de nutrition et de liaison avec les marchés, mis au point dans le cadre du projet « Agriculture pour la nutrition » – phase 2, et du projet « Partenariats pour l'irrigation et la commercialisation de l'agriculture paysanne ». Le projet se concentrera sur Savannakhet et Khammouane, deux provinces situées au centre de la République démocratique populaire lao qui présentent un fort potentiel agricole et commercial, notamment grâce à une bonne connectivité aux marchés nationaux et transfrontaliers.
3. Le projet s'inscrit dans les priorités du gouvernement en matière de croissance verte, de modernisation agricole, de développement du secteur privé et de réduction de la pauvreté rurale. Il favorisera une transition progressive des approches fondées sur les subventions vers des modèles d'investissement rural plus durables et axés sur le marché, en renforçant les et en favorisant la participation du secteur privé. LEAD contribuera également à la mise en œuvre du décret gouvernemental n° 606, relatif aux groupements et aux coopératives, ainsi qu'à une coordination renforcée entre le ministère de l'Agriculture et de l'Environnement et le ministère de l'Industrie et du Commerce.

Aspects particuliers liés aux priorités institutionnelles du FIDA en matière d'intégration transversale

4. Bien que d'importants progrès socio-économiques aient été réalisés au cours de la dernière décennie, les femmes, les jeunes, les ménages vulnérables et les personnes en situation de handicap continuent de se heurter à des obstacles disproportionnés en matière d'accès aux moyens de production, aux services et au financement, ainsi qu'en matière de participation au marché. Les résultats nutritionnels restent limités par une faible diversité alimentaire, des risques liés à la sécurité alimentaire et un accès restreint à des aliments nutritifs, tandis que la vulnérabilité climatique croissante – notamment les inondations, les tempêtes et les périodes de sécheresse – continue de perturber les systèmes de production et de post-récolte, les ménages les plus pauvres étant les plus durement touchés.
5. Conformément aux engagements du FIDA en matière d'intégration des questions de nutrition, le projet a été validé comme :
 - ☒ sensible à la nutrition
 - ☒ Sensible aux besoins des jeunes
 - ☒ Donnant la priorité aux personnes en situation de handicap
 - ☒ Intégrant la capacité d'adaptation
 - ☒ Intégrant le financement climatique

Justification de l'intervention du FIDA

6. Le FIDA est bien placé pour accompagner la transition d'une agriculture axée sur la subsistance et d'organisations de producteurs fragiles vers des systèmes plus résilients et orientés vers le marché

¹ [CE 2025/129/W.P.2/Rev.1.](#)

² [EB 2025/OR/20.](#)

les groupements de producteurs et les coopératives, tout en accordant une attention particulière aux ménages pauvres et vulnérables. Le projet LEAD s'attaquera aux principaux obstacles auxquels sont confrontés les petits exploitants, les groupements de producteurs agricoles (GPA), les coopératives et les micro et petites entreprises (MPE) rurales, notamment le manque d'organisation et de coordination, la faible propension à investir, l'accès insuffisant au financement et les capacités de commercialisation limitées.

7. Le projet s'appuiera sur l'engagement de longue date du FIDA en République démocratique populaire du Laos et servira de plateforme pour approfondir le dialogue sur les politiques et renforcer la coordination institutionnelle ainsi que la mise en œuvre du décret n° 606 et des cadres connexes. Il permettra également de renforcer les normes de sécurité alimentaire, d'améliorer la coordination multipartite au sein de la chaîne de valeur et mobilisera des investissements complémentaires de la part d'autres partenaires de développement.

B. s tirées des expériences passées

8. La conception du projet LEAD intègre plusieurs enseignements clés tirés des opérations financées par le FIDA en République démocratique populaire du Laos et d'initiatives comparables de . Premièrement, il est essentiel d'être prêt à la mise en œuvre pour éviter retards au démarrage ; c'est pourquoi la conception de LEAD prévoit des mesures précoces concernant le recrutement, les systèmes, les manuels et les modalités de coordination. Deuxièmement, les ont besoin d'un soutien technique, organisationnel et commercial soutenu pour devenir viables sur le plan commercial ; LEAD combine donc un soutien ciblé aux agriculteurs les organisations disposant de liens avec le marché, de services de développement commercial et de plans d'investissement. Troisièmement, les efforts visant à renforcer la résilience et l'inclusion sont plus efficaces lorsqu'ils s'inscrivent dans des systèmes productifs et des chaînes de valeur plutôt que d'être considérés comme des initiatives isolées. Enfin, l'expérience acquise souligne l'importance de dispositifs institutionnels réalistes et d'une coordination intersectorielle renforcée. LEAD tiendra compte de cet enseignement grâce à un modèle de mise en œuvre impliquant deux ministères, avec des rôles clairement définis pour chacun d'entre eux.

II. Description de l' du projet

A. Objectifs, zone géographique d'intervention et groupes d' cibles

9. L'objectif de LEAD est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et d'améliorer les revenus, la sécurité alimentaire et la sûreté alimentaire des petits agriculteurs et des ménages de producteurs ruraux dans les provinces cibles, en soutenant une production agricole résiliente au changement climatique, diversifiée et à valeur ajoutée, conformément à la Stratégie nationale de croissance verte. L'objectif de développement est de promouvoir des chaînes de valeur agricoles et alimentaires inclusives pour les marchés nationaux et d'exportation, et de renforcer la résilience face au changement climatique.
10. Le projet sera mis en œuvre dans les provinces de Savannakhet et de Khammouane, situées dans la partie centrale de la République démocratique populaire lao, qui présente un fort potentiel de commercialisation agricole, mais qui est également confrontée à une pauvreté persistante, à des contraintes d'accès au marché et une vulnérabilité climatique. La zone cible comprend des localités présentant un fort potentiel d'intégration dans des chaînes de valeur viables et de convergence avec les et privés. Sous réserve de la mobilisation de financements supplémentaires liés au climat, le projet pourrait être étendu géographiquement afin d'élargir sa portée et d'accroître les investissements en matière de résilience dans les provinces de Sekong et de Salavanh.
11. Les principaux groupes cibles sont les suivants :
 - (i) les ménages ruraux vulnérables, notamment les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap ;
 - (ii) les groupes d'action participative (GAP) existants et nouvellement créés, susceptibles de se transformer en coopératives ; et
 - (iii) Les micro et petites entreprises (MPE) rurales.
12. Étant donné que les groupes les plus pauvres et les plus exclus ne sont peut-être pas encore prêts à s'engager sur marchés ou à des organisations de producteurs, le projet adoptera une approche progressive et inclusive

visant à renforcer les moyens de subsistance, les capacités productives et les actifs, afin de permettre l'intégration progressive de ces groupes dans les systèmes de marché et les groupements organisés, y compris les coopératives.

13. Le projet devrait bénéficier directement à environ 14 308 ménages (soit environ 80 125 personnes), dont 50 % seront des femmes et au moins 10 % des jeunes. Le ciblage sera conforme à la politique de ciblage du FIDA et combinera des critères géographiques, liés à la pauvreté et à la vulnérabilité face aux marchés.

B. Composantes, résultats et activités d'

14. Le projet comportera deux volets étroitement liés : (i) le développement de chaînes de valeur inclusives ; et (ii) la promotion de technologies résilientes au changement climatique et la diversification des systèmes agricoles. La gestion du projet est présentée séparément en tant que poste de dépense composante des tableaux de financement.

Volet 1 : Développement de chaînes de valeur inclusives

15. L'objectif de ce volet est de transformer les groupes de producteurs agricoles (APG) et les coopératives agricoles existants, composés de petits exploitants, en entités commerciales durables et viables sur le plan économique, en renforçant leur capacité à créer de la valeur ajoutée après la récolte, en facilitant l'accès au financement et aux marchés, et en les intégrant efficacement dans des chaînes de valeur sélectionnées. Cela inclura des investissements ciblés visant à réduire les pertes post-récolte et à développer des technologies de transformation agroalimentaire évolutives et adaptées aux contextes des petits exploitants . En outre, ce volet soutiendra le développement de micro-et-petites entreprises (MPE) agroalimentaires s'inscrivant dans les chaînes de valeur sélectionnées ; les investissements dans des infrastructures résilientes au changement climatique , y compris les infrastructures de marché ; ainsi que la création d'environnements propices au développement de chaînes de valeur durables, inclusives et résilientes au changement climatique.

Volet 2 : Promotion des technologies résilientes au changement climatique et de la diversification des systèmes agricoles

16. L'objectif de ce volet est de renforcer la résilience des petits producteurs face aux chocs climatiques et aux fluctuations du marché, et d'améliorer la productivité et la qualité des produits des groupes de producteurs agricoles inclusifs (APG) intégrés dans les chaînes de valeur soutenues au titre du volet 1. Les activités menées dans le cadre de ce volet favoriseront l'innovation technologique et la recherche participative afin de renforcer la résilience des systèmes agricoles, de réduire les pertes post-récolte et favoriser l'adoption à plus grande échelle de techniques de transformation à valeur ajoutée. Ce volet aidera également les ménages les plus pauvres à sortir de l'agriculture de subsistance et à renforcer leurs capacités pour s'engager au sein de groupements de producteurs agricoles (GPA), en devenir membres ou créer des micro-entreprises dans des chaînes de valeur courtes.
17. Ensemble, ces deux volets devraient permettre :
 - (i) Renforcer les chaînes de valeur inclusives et commercialement viables ; et
 - (ii) améliorer la résilience, la productivité, la sécurité alimentaire et les possibilités de subsistance des ménages cibles.

C. Théorie du changement d'

18. La théorie du changement du projet repose sur le principe suivant : si les petits exploitants, les groupes de producteurs, les coopératives, les entreprises rurales et les ménages vulnérables bénéficient d'un soutien pour améliorer une production résiliente au changement climatique, de renforcer leurs capacités organisationnelles et commerciales, d'accéder aux infrastructures et aux services, de respecter les normes de sécurité et de qualité alimentaires, et de se connecter plus efficacement aux marchés et aux financements, ils augmenteront alors leur productivité, leur valeur ajoutée, leur participation aux marchés et leurs revenus d'une manière plus résiliente, inclusive et durable.
19. Cette voie repose sur plusieurs hypothèses, notamment une demande viable sur le marché, une coordination institutionnelle efficace, un environnement politique et réglementaire favorable, un engagement continu des institutions financières et des acteurs privés, ainsi que des capacités de mise en œuvre adéquates. Ces hypothèses seront prises en compte par le biais d'une

, d'une assistance technique ciblée, d'une gestion adaptative et de partenariats public-privé structurés.

D. Alignement, appropriation et partenariats d'

20. Le projet s'inscrit dans le droit fil des priorités nationales en matière de croissance verte, de , la résilience climatique et la réduction de la pauvreté rurale, et s'appuie sur le programme du FIDA relatif aux opportunités stratégiques nationales pour la République démocratique populaire lao pour la période 2026-2031 ainsi qu'au dixième Plan national de développement socio-économique du pays (2026-2030). Il s'inscrit également dans le droit fil des priorités stratégiques du FIDA et contribuera aux Objectifs de développement durable liés à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire, à l'action pour le climat, à l'égalité des sexes et à la réduction des inégalités.
21. L'appropriation par le gouvernement est forte, le ministère de l'Agriculture et de l'Environnement étant l'organisme chef de file et le ministère de l'Industrie et du Commerce l'organisme de mise en œuvre associé. Le projet est également conçu pour compléter d'autres investissements en cours ou prévus et offre un potentiel de convergence opérationnelle avec d'autres partenaires de développement, notamment un financement parallèle éventuel avec la Banque mondiale pour des investissements dans la connectivité routière rurale et avec la Banque asiatique de développement pour le financement des entreprises, les systèmes agroalimentaires et les investissements productifs connexes, sous réserve d'une confirmation définitive.

E. Coûts, avantages et financement de l'

Coûts du projet

22. Le coût total du projet est estimé à 15,05 millions de DTS (soit 20,65 millions de dollars américains), y compris les imprévus. Le projet sera financé par un prêt du FIDA de 12,82 millions de DTS (soit 17,59 millions de dollars américains) et par un financement de contrepartie de 1,73 million de DTS (soit 2,38 millions de dollars américains), dont 1,25 million de dollars américains sous forme de droits et taxes et 1,13 million de dollars américains en nature ; et des contributions des participants estimées à 0,5 million de DTS (soit 0,68 million de dollars des États-Unis), dont 0,62 million de dollars des États-Unis en espèces et 0,06 million en nature.
23. Les hypothèses relatives au coût du projet incluent les taxes et droits, les imprévus liés aux travaux et les imprévus liés aux prix, et reflètent la nature à forte intensité d'investissement de l'opération, en particulier dans le cadre du volet « résilience climatique et systèmes productifs ».
24. Les deux volets du projet sont considérés comme relevant du financement climatique. Conformément aux méthodologies des banques multilatérales de développement pour le suivi des financements destinés à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets, le montant total du financement climatique du FIDA pour ce projet est estimé à 12,03 millions de dollars américains.

Tableau 1

Coûts du projet par volet et sous-volet et par bailleur de fonds

(en milliers de dollars des États-Unis)

Composante/sous-composante	Prêt du FIDA		Participants		Emprunteur/bénéficiaire			Total		
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%		
			En espèces	En nature	En espèces (impôts)	En nature				
1. Développement de chaînes de valeur inclusives	6 578	89	317	-	4	487	-	7	7 382	36
1.1. Facilitation de l'accès au marché	3 887	92	-	-	0	360	-	8	4 247	21
1.2. Développement des entreprises et inclusion financière	2 032	84	317	-	13	66	-	3	2 415	12
1.3. Engagement politique et intégration des marchés	660	92	-	-	0	61	-	8	720	3
2. Promotion des technologies résilientes au changement climatique et de la diversification des systèmes agricoles	9 075	89	301	67	4	742	-	7	10 185	49
2.1. Résilience climatique et productivité des systèmes agricoles de l'APG systèmes agricoles	5 216	89	301	-	5	371	-	6	5 887	29
2.2. Recherche-action et généralisation des pratiques	871	93	-	-	0	67	-	7	938	5
2.3. Amélioration des moyens de subsistance des ménages	2 988	89	-	67	2	304	-	9	3 359	16
3. Gestion de projet	1 937	63	-	-	0	20	1 129	37	3 085	15
Total	17 590	85	618	68	3	1 250	1 129	12	20 653	100

Tableau 2

Coûts des projets par catégorie de dépenses et par bailleur de fonds

(en milliers de dollars américains)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Participants			Emprunteur/bénéficiaire			Total	
	Montant	%	En espèces	En nature	%	Espèces (impôts)	En nature	%	Montant	%
Coûts d'investissement										
Services de conseil	1 834	100	-	-	0	4	-	0	1 838	9
Biens, services et intrants	7 542	90	-	67	1	709	35	9	8 352	40
Travaux de génie civil	5 000	91	-	-	0	500	-	9	5 500	27
Subventions	2 872	82	618	-	18	20	-	1	3 510	17
Coût total d'investissement	17 248	90	618	67	4	1 233	35	7	19 200	93
Coûts récurrents										
Coûts d'exploitation	342	24	-	-	0	16	1 094	76	1 453	7
Total des dépenses courantes	342	24	-	-	0	16	1 094	76	1 453	7
Total	17 590	85	618	68	3	1 250	1 129	12	20 653	100

Tableau 3

Coûts du projet par composante et par année du projet**(AP)**

(en milliers de dollars américains)

Composante	PY1		PY 2		PY3		PY4 ³		PY5		PY6		PY7		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Développement de chaînes de valeur inclusives	378	5	1 614	22	2 279	31	1 501	20	810	11	571	8	229	3	7 382
2. Promotion des technologies résilientes au changement climatique et diversification des systèmes agricoles	544	5	2 821	28	3 258	32	1 297	13	1 657	16	389	4	220	2	10 185
3. Gestion de projet	478	16	478	16	492	16	533	17	492	16	412	13	200	6	3 085
Total	1 400	7	4 913	24	6 029	29	3 331	16	2 960	14	1 372	7	648	3	20 653

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

25. Le financement du projet comprend le prêt du FIDA, le financement de contrepartie du gouvernement et les contributions des participants. Le FIDA financera le projet au moyen d'un prêt de 12,82 millions de DTS (soit 17,59 millions de dollars des États-Unis, ou 85 % du financement total) dans le cadre du système d'allocation fondé sur la performance pour le cycle de la treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA 13). Le gouvernement apportera 1,73 million de DTS (soit 2,38 millions de dollars des États-Unis, ou 12 %) pour couvrir les taxes, les droits et certains coûts de mise en œuvre. Les contributions des participants, d'un montant de 0,5 million de DTS (soit 0,68 million de dollars des États-Unis, ou 3 %) seront versées en espèces et en nature, par le biais d'un partage des coûts et d'une participation en nature à des investissements productifs et aux activités connexes.

Décaissement

26. Le ministère des Finances ouvrira un compte dédié libellé en dollars américains auprès de la Banque de la République démocratique populaire lao afin de recevoir les versements du prêt du FIDA. Le ministère de l'Agriculture et de l'Environnement, par l'intermédiaire de l'unité de gestion du projet (UGP), établira des rapports financiers intermédiaires consolidés ainsi que des demandes de retrait pour les prévisions de trésorerie et les demandes de décaissement, conformément au plan de travail annuel et au budget approuvés. Les rapports financiers intermédiaires et les demandes de prélèvement seront soumis au FIDA via le portail client du FIDA.
27. Le FIDA versera les fonds sur le compte désigné selon la modalité du fonds renouvelable et conformément au Manuel de gestion financière et de contrôle financier des projets du FIDA ainsi qu'à la lettre relative à la gestion financière et au contrôle financier.
28. Le ministère de l'Agriculture et de l'Environnement tiendra un compte de projet libellé en kip laotien auprès d'une banque commerciale. L'unité de gestion du projet (PMU) préparera les demandes de réapprovisionnement du compte de projet et les soumettra, accompagnées des pièces justificatives, au ministère des Finances, qui transférera les fonds du compte désigné vers le compte de projet en monnaie locale aux fins des opérations. Deux comptes bancaires provinciaux seront ouverts et gérés par le ministère de l'Agriculture et de l'Environnement ; ils recevront des avances sur la base de marges de trésorerie établies pour les activités du projet aux niveaux provincial et de district.
29. Le ministère de l'Industrie et du Commerce mettra en œuvre les activités prévues au titre du volet 1. Ce dernier, ainsi que les autres partenaires de mise en œuvre, recevront des avances dès la soumission de demandes de fonds au ministère de l'Agriculture et de l'Environnement, sur la base des protocoles d'accord signés et des plans de travail et budgets annuels approuvés. Les virements seront considérés comme des avances jusqu'à ce que les dépenses soient engagées et que les rapports et documents financiers soient soumis à l'Unité de gestion du projet (PMU). Les virements destinés aux institutions financières dans le cadre du mécanisme de subvention bloquée, aux participants et aux agriculteurs seront effectués à partir du compte du projet.
30. Les décaissements de prêts seront basés sur le calendrier II établi à partir des tableaux de coûts. Le premier décaissement sur le compte désigné sera effectué dès que les conditions préalables au décaissement seront remplies, notamment l'ouverture du compte désigné, la soumission au FIDA des pièces justificatives comportant les spécimens de signature des personnes autorisées à gérer ce compte, ainsi que la communication des noms des utilisateurs habilités à approuver les demandes de retrait. Les contributions du gouvernement et des participants seront suivies dans les comptes du projet à l'aide de codes uniques dans le système comptable.
31. Le projet pourra bénéficier d'une avance de démarrage d'un montant maximal de 500 000 dollars américains afin d'accélérer les activités visant à remplir les conditions requises pour le premier décaissement. Les coûts de démarrage seront conformes au plan d'approvisionnement sur 18 mois destiné à couvrir les activités de démarrage. Les coûts de démarrage seront éligibles au décaissement à compter de la date d'approbation par le Conseil d'administration et seront indiqués dans l'accord de financement. L'avance de démarrage sera versée à partir du produit du prêt

dès l'entrée en vigueur du projet et avant que les conditions suspensives du premier prélèvement ne soient remplies.

Résumé des avantages et analyse économique

32. L'analyse économique confirme la viabilité du projet. Le taux de rendement interne économique estimé est de 20,37 %, avec une valeur actuelle nette positive et un rapport coûts-avantages satisfaisant dans le scénario de base. Ces résultats s'expliquent par les améliorations attendues en matière de productivité, de commercialisation, de valeur ajoutée, de résilience et de revenus dans l'ensemble des chaînes de valeur et des systèmes agricoles soutenus. L'analyse de sensibilité confirme que le projet reste économiquement justifié dans des scénarios défavorables.

Stratégie de sortie et durabilité

33. La stratégie de sortie du projet repose sur le renforcement des institutions locales, le développement des capacités pertinentes sur le plan commercial et l'intégration de fonctions au sein de systèmes publics et de marché durables. La durabilité sera favorisée par le renforcement des organisations de producteurs, des partenariats axés sur le marché, des accords de partage des coûts, des dispositions relatives à l'exploitation et d'entretien des infrastructures, ainsi que par l'institutionnalisation progressive des systèmes soutenus par le projet et des mécanismes de coordination au sein des et des plateformes de parties prenantes.

III. des risques et gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

34. Le risque global du projet est jugé modéré au stade de la conception, les principaux risques portant sur :
- (i) la coordination institutionnelle et la capacité de mise en œuvre ;
 - (ii) la pérennité des liens commerciaux et financiers ; et
 - (iii) aux chocs climatiques et de marché.
35. Le modèle de mise en œuvre impliquant deux ministères renforcera l'appropriation du projet, mais augmentera également les exigences en matière de coordination. Ce risque sera atténué par la conclusion d'un protocole d'accord officiel, une répartition claire des responsabilités et une structure des mécanismes de coordination et un soutien ciblé à la mise en œuvre. Les risques liés à la viabilité commerciale et au financement rural seront atténués grâce à un soutien progressif, à des approches fondées sur la performance, à une planification des investissements axée sur le marché et à un suivi rigoureux des premières phases de mise en œuvre. Les risques liés au climat seront atténués par des investissements axés sur la résilience et un soutien à l'adaptation.
36. Le risque lié à la gestion financière est jugé important et sera atténué grâce à une équipe de responsables financiers qui sera affectée au projet pour gérer les aspects fiduciaires.

Tableau 4

Synthèse globale des risques

Domaines de risque	Niveau de risque inhérent	Évaluation du risque résiduel
Contexte national	Modéré	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Modérée	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Important	Importante
Portée du projet	Modéré	Modéré
Capacité institutionnelle pour la mise en œuvre et la pérennité	Modérée	Modérée
Gestion financière	Importante	Importante
Passation de marchés liés au projet	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Global	Modéré	Modéré

B. Catégorie « Environnement et sociale »

37. Le risque environnemental et social lié au projet est classé comme modéré. Les risques environnementaux et sociaux attendus sont gérables et peuvent être atténués grâce à l'application des procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (SECAP) du FIDA et des mesures de mise en œuvre associées.

C. Classification des risques climatiques

38. La classification des risques climatiques est « modérée ». La zone cible est exposée aux inondations, aux tempêtes et aux périodes de sécheresse, et le projet nécessite une analyse de base des risques climatiques. Le projet devrait renforcer, plutôt que compromettre, la résilience des groupes cibles.

D. ité de la dette

39. La République démocratique populaire du Laos se trouve en situation de surendettement au regard du Cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu, tel que mesuré par l'évaluation de la viabilité de la dette réalisée par le Fonds monétaire international en février 2026. Le pays est éligible aux conditions de financement mixte au titre de l'IFAD13, car elle est classée comme « pays à déficit de financement » et se situe au-dessus du seuil opérationnel d'éligibilité à l'Association internationale de développement (IDA) depuis plus de deux années consécutives. Par conséquent, la République démocratique populaire du Laos n'est pas éligible à un financement au titre du Cadre de viabilité de la dette ou du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées dans le cadre de l'IFAD13. La notation de risque et la viabilité de la dette du pays se sont détériorées depuis l'évaluation de la viabilité de la dette réalisée en mai 2023, en raison d'un environnement macroéconomique défavorable (notamment une forte dépréciation du taux de change), d'un élargissement de la couverture de la dette pour y inclure la dette garantie, d'arriérés de dépenses et de l'émission de dette intérieure destinée à recapitaliser banques publiques.

IV. Mise en œuvre

A. Cadre d' s organisationnelles

Gestion et coordination du projet

40. Le ministère de l'Agriculture et de l'Environnement sera l'organisme chef de file chargé de la mise en œuvre et le ministère de l'Industrie et du Commerce sera l'organisme de mise en œuvre associé. Une unité de gestion du projet (UGP) sera mise en place au sein du ministère de l'Agriculture et de l'Environnement pour assurer la coordination générale du projet, la planification, la gestion fiduciaire, l'établissement des rapports et la supervision. Le ministère de l'Agriculture et de l'Environnement dirigera la mise en œuvre du volet « résilience climatique et systèmes productifs » (volet 2), tandis que le ministère de l'Industrie et du Commerce dirigera la mise en œuvre du volet « chaînes de valeur inclusives » (volet 1).
41. Un comité de pilotage du projet fournira des orientations stratégiques et examinera les plans de travail et les budgets annuels. Les autorités provinciales et de district soutiendront la mise en œuvre décentralisée, et des prestataires de services spécialisés ainsi que des partenaires techniques seront sollicités si nécessaire.

Gestion financière, marchés publics et gouvernance

42. Le projet adoptera une comptabilité de caisse conformément aux Normes comptables internationales du secteur public. Un logiciel de comptabilité autonome sera installé pour la tenue de la comptabilité et l'établissement des rapports. Les états financiers annuels du projet seront vérifiés par un cabinet d'audit indépendant, conformément aux normes internationales d'audit et du Manuel du FIDA relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le FIDA.
43. Les marchés seront passés conformément au cadre de passation des marchés du FIDA et à la stratégie d'approvisionnement approuvée. Des mesures d'atténuation des risques liés aux marchés, y compris un examen préalable le cas échéant, seront appliquées tout au long de la mise en œuvre. Les dispositions en matière de gouvernance comprendront des mécanismes de contrôle, de transparence et de

des mécanismes de traitement des plaintes conformes aux exigences du FIDA en matière de lutte contre la fraude et la corruption.

44. Des mesures seront mises en œuvre pour prévenir, atténuer et lutter contre la fraude et les autres pratiques interdites, notamment des mesures visant à garantir le respect de la Politique du FIDA relative à la prévention de la fraude et de la corruption dans ses activités et opérations ; le renforcement des contrôles internes au sein de l'unité de gestion du projet (UGP) ; la séparation des fonctions ; la transparence des processus de passation de marchés ; des activités de formation et de sensibilisation sur la conduite éthique, les règles en matière de conflits d'intérêts et les obligations de déclaration ; la tenue d'une documentation financière et de passation de marchés à des fins de vérification par le FIDA, les auditeurs et les autorités de contrôle ; et le recours aux mécanismes de signalement indépendants du FIDA.

Participation des groupes cibles, retour d'information et traitement des réclamations

45. Le projet adoptera une approche de mise en œuvre participative et inclusive afin de garantir que les groupes cibles soient associés à la planification, à la mise en œuvre et au suivi. Des mesures spécifiques seront mises en place pour faciliter la participation des femmes, des jeunes, des ménages vulnérables et des personnes en situation de handicap.

Traitement des réclamations

46. Un mécanisme de traitement des réclamations sera mis en place pour permettre aux populations concernées par le projet et aux parties prenantes de déposer des plaintes, de faire part de leurs préoccupations et de rechercher une résolution rapide des problèmes survenant au cours de la mise en œuvre.

B. Planification, suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication

47. Le projet mettra en place un système de planification et de suivi axé sur les résultats, articulé autour de plans de travail et de budgets annuels, de rapports d'avancement et d'un suivi fondé sur le cadre logique
. Des évaluations de référence, à mi-parcours et de fin de projet seront menées, et les données de suivi seront systématiquement ventilées et utilisées pour favoriser une mise en œuvre adaptative.
48. La gestion des connaissances et la communication soutiendront l'apprentissage tiré de la mise en œuvre, l'engagement politique et la généralisation des résultats. Les enseignements tirés et les données factuelles seront documentés par le biais des rapports du projet, des plateformes destinées aux parties prenantes et des produits de connaissance.

Innovation et extension

49. Le projet introduira plusieurs éléments présentant un fort potentiel d'apprentissage et de transposition dans le contexte laotien, notamment une approche plus structurée visant à relier les organisations de producteurs et les entreprises rurales aux marchés et aux financements, le recours à la planification de la chaîne de valeur et des investissements des producteurs, ainsi qu'une coordination renforcée entre les acteurs publics et privés. Ces éléments visent à renforcer les systèmes institutionnels et systèmes de marché plutôt que de fonctionner comme des initiatives pilotes isolées.

C. s de mise en œuvre et plans de démarrage

État de préparation à la mise en œuvre et plans de démarrage

50. Un plan de démarrage détaillé a été élaboré afin de réduire les retards de mise en œuvre. Les actions prioritaires comprennent la dotation en personnel de l'unité de gestion du projet (PMU), la finalisation des modalités opérationnelles, la mise en place de systèmes de gestion fiduciaire et de suivi, ainsi que l'acquisition des biens et services essentiels.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

51. Le FIDA mènera régulièrement des missions de supervision et d'appui à la mise en œuvre. Un examen à mi-parcours permettra d'évaluer les progrès réalisés et, si nécessaire, d'ajuster les objectifs, l'ordre des priorités et les modalités d'exécution. Un examen de clôture du projet sera effectué à la fin de la mise en œuvre.

V. Instruments juridiques et pouvoir d'

52. Un accord de financement entre le ministère des Finances de la République démocratique populaire et le FIDA constituera l'instrument juridique permettant d'octroyer le financement proposé à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
53. La République démocratique populaire lao est habilitée, en vertu de sa législation, à recevoir un financement du FIDA.
54. Je suis convaincu que le financement proposé sera conforme à l'Accord portant création du FIDA et aux Politiques et critères de financement du FIDA.

VI. Recommandation

55. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé conformément à la résolution suivante :

IL EST RÉSOLU : que le Fonds accorde un prêt à des conditions mixtes à la d'un montant de douze millions huit cent vingt mille droits de tirage spéciaux (12 820 000 DTS), soit l'équivalent de dix-sept millions cinq cent nonante mille dollars des États-Unis (17 590 000 USD), selon des modalités et conditions qui seront pour l'essentiel conformes à celles présentées dans le présent document.

Alvaro Lario
Président

Negotiated financing agreement

Loan No: 200000XXXX

Project name: Linking Enterprises, Agriculture and Development for Green Growth ("the Project" or "LEAD")

Lao People's Democratic Republic (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. This Agreement comprises the following: the Main Document (Whereas and Sections A-E), the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2022, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.
3. The Fund shall provide a Loan (the "Financing") to the Borrower, which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the loan is twelve million eight hundred and twenty thousand special drawing rights (SDR 12 820 000).
2. The Loan is granted on Blend terms and shall be subject to interest on the principal amount outstanding and a service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's executive Board. The interest rate and service charge determined will be fixed for the life cycle of the loan and payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency and shall have a maturity period of twenty-five (25) years, including a grace period of five (5) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The principal loan granted on blend terms will be repaid in equal instalments.

3. The Loan Service Payment Currency shall be in United States Dollars (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the first day of January.
5. Payments of the principal, service charge and interest shall be payable on each 1 March and 1 September.
6. There shall be a Designated Account (DA) in United States Dollars (USD), for the exclusive use of the Project opened in the Bank of Lao PDR. The DA shall be managed by the Ministry of Finance (MOF). The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the DA.
7. There shall be a Project Account (PA) in local currency, Lao Kip (LAK), for the benefit of the Project, opened in a commercial bank for receiving funds transferred from the DA. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the project operational account.
8. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project equivalent to two million three hundred seventy-seven thousand nine hundred seventy-seven United States dollars. (USD2 377 977) of which one million two hundred forty-nine thousand four hundred ninety-seven United States dollars (USD1 249 497) is in the form of taxes and duties. The remainder is in-kind shall include salaries for Government staff, office equipment, maintenance and operation costs.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Environment (MAE).
2. The following are designated as additional Project Parties: The Ministry of Industry and Commerce (MOIC) will serve as co-implementing agency specifically for Component 1 focused on value chain development, trade facilitation, and private sector engagement. Additional Project Parties are described in Schedule 1 Part II, Paragraph 9.
3. A Mid-Term Review (MTR) will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the MTR of the implementation of the Project.
4. The Project Completion Date shall be the seventh (7th) anniversary of the date of entry into force of this Agreement.
5. Procurement using IFAD funds will follow national procurement regulations (the Law on Public Procurement No. 30/NA, 2017) to the extent such are consistent with the IFAD Project Procurement Guidelines. The Project Management Unit (PMU) will be directly responsible for project procurement activities at national level, consolidate annual procurement plans and submitting to IFAD for review and no objection and to MAE for approval, conduct training and provide support to provincial implementation teams for carrying out procurement activities at district level. Procurement of productive infrastructure (access road, irrigation) will be done by district implementation teams. A Project Procurement Arrangement Letter (PPA) will establish the detailed procurement requirements and thresholds for procurement methods and IFAD's prior review. IFAD's Online Procurement End-to-end System (OPEN) will be used for planning and monitoring implementation of project procurement activities.

Section D

1. The Fund will administer the Loan and supervise the Project.

Section E

1. The following are designated as additional specific conditions precedent to first withdrawal:

- (a) The Borrower, through the Lead Project Agency, shall have established the Project Management Unit (PMU) and the National, Provincial and District Project Steering Committees.
- (b) The Borrower, through the Lead Project Agency, shall have appointed or designated, with qualifications and terms of reference acceptable to the Fund: (i) the National Project Director; (ii) the National Project Coordinator; (iii) the Financial Management Officer; (iv) the Procurement Officer; (v) the Monitoring and Evaluation Specialist; and (vi) Chief of Technical Assistance.
- (c) The Borrower shall have opened the Designated Account referred to in Section B, paragraph 6, and submitted to the Fund the names and specimen signatures of the authorized signatories.
- (d) The Borrower, through the Lead Project Agency, shall have submitted the Project Implementation Manual (PIM) to the Fund and obtained the Fund's no objection thereto.
- (e) The Borrower, through the Lead Project Agency, shall have submitted the first eighteen (18)-month Annual Workplan and Budget (AWPB) to the Fund and obtained the Fund's no objection thereto.
- (f) The Borrower, through the Lead Project Agency, shall have submitted the first eighteen (18)-month Procurement Plan to the Fund and obtained the Fund's no objection thereto.

2. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Borrower to request withdrawals under this Agreement:

- (a) The Project Implementation Manual (PIM) or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
- (b) The Memorandum of Understanding between the Ministry of Agriculture and Environment and the Ministry of Industry and Commerce, setting out the Project implementation arrangements has not been signed in form and substance acceptable to the Fund within ten (10) months from date of entry into force of this agreement.
- (c) The Memoranda of Understanding among the implementing partners as referred to in paragraph 9 (Implementing Partners) of Part II of Schedule 1, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended, or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
- (d) Key Project staff as established in Paragraph 11 of Part I of Schedule 3 have been removed from the Project without prior consultations with the Fund.
- (e) The Borrower did not request a disbursement of the Financing, following the first eighteen (18) months of the Project Implementation Period, for a period of at least twelve (12) consecutive months without justification from the Borrower.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Ministry of Finance
23 Singha Road, Saysettha District
P.O. Box 46
Vientiane, Lao People's Democratic Republic

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

If applicable, the Parties accept the validity of any qualified electronic signature used for the signature of this Agreement and recognise the latter as equivalent to a hand-written signature.

This Agreement has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC

Soulivath Souvannachoumklam
Deputy Minister of Finance

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Alvaro Lario
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit approximately 14,308 rural households (80,125 persons) across Savannakhet and Khammouane provinces, with a strong focus on women (50%), youth (10%), and persons with disabilities. Beneficiaries include existing and newly formed agricultural producer groups (APGs), agricultural cooperatives (ACs), micro and small enterprises (MSEs), and the poorest households in target villages — including those constrained by food insecurity, limited access to markets, finance, and extension services.

2. *Project area.* The Project will operate in Savannakhet and Khammouane provinces, located along the Lao section of the Greater Mekong Subregion's East-West Economic Corridor (EWEK) (the "Project Area"). Districts will be selected based on market potential, road connectivity, functioning APGs, climate vulnerability, and UXO-cleared status. The Project may expand to Sekong and Salavan provinces should supplementary climate co-financing becomes available.

3. *Goal.* The goal of the Project is to contribute to the reduction of rural poverty and enhance the income, food safety and food security of smallholder farmers and rural producer households in the target provinces by supporting climate-resilient, diversified, and value-added agricultural production aligned with the national Green Growth Strategy.

4. *Objectives.* The objective of the Project is to promote inclusive agricultural and food value chains for national and export markets while enhancing climate resilience. The Project will strengthen APGs, promote enterprise development, improve access to finance, expand climate-resilient technologies, and support vulnerable households with livelihood diversification and nutrition-sensitive interventions.

5. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

5.1 *Component 1: Development of Inclusive Value Chains.* The Borrower will support the transition existing and newly formed APGs and ACs of smallholder farmers into sustainable and commercially viable business entities by strengthening their post-harvest value addition, facilitating access to finance and markets and effectively integrating them into selected VC. Additionally, it will support the development of agri-food MSEs engaging in these selected VCs, invest in climate-resilient infrastructure including market infrastructure, and create enabling environments for sustainable, inclusive and climate-resilient value chains development. This will be achieved through three subcomponents.

5.1.1 *Sub-Component 1.1: Market Access Facilitation.* The Borrower will identify high-potential commodities, develop Value Chain Investment Plans (VCIPs), establish inclusive multi-stakeholder platforms, deploy digital tools for market intelligence, and invest in strategic climate-resilient market infrastructure. Activities include value chain analysis, participatory planning, governance strengthening of Multi-Stakeholders Platforms (MSPs), and the establishment or rehabilitation of market infrastructure such as roads, storage, processing, and aggregation facilities.

5.1.2 *Sub-Component 1.2: Enterprise Development and Financial Inclusion.* The Borrower will strengthen the organizational, financial, and business capacities of APGs, cooperatives, and MSEs. Activities will include organizational assessments and facilitation of voluntary consolidation of APGs into cooperatives, financial and business literacy training, preparation of business plans, and support for quality management and food

safety compliance. The Borrower will facilitate access to credit by supporting the preparation of bankable investment proposals and deploying blended financing mechanisms that de-risk lending by financial institutions. Special focus will be given to women- and youth-led enterprises.

5.1.3 *Sub-Component 1.3: Policy Engagement and Market Integration.* The Borrower will strengthen the policy and regulatory environment for inclusive value chain development and agricultural commercialization. Activities will include supporting the operationalization of the Decrees on Groups and Cooperatives through development of practical implementation guidelines and strengthening of cooperative oversight capacity; developing simplified regulatory guidelines to facilitate smallholder compliance with food safety and export standards; and facilitating multi-stakeholder policy dialogue between government agencies, private sector actors, and producer organizations to address regulatory bottlenecks and strengthen market integration.

5.2 *Component 2: Promotion of Climate-Resilient Technologies and Diversification in Farming Systems.* The Borrower will increase the resilience and productivity of farming systems linked to targeted value chains, and to support livelihood diversification and nutrition improvements for the poorest households. Activities will include promotion of climate-smart agricultural practices, rehabilitation of irrigation and water management systems, testing and scaling of climate-resilient technologies and innovations, provision of targeted livelihood support and capacity building for poor and vulnerable households, including persons with disabilities, consideration of technological innovations and research to enhance resilience of farming systems, and promotion of value addition practices and processing techniques for wider adoption.

5.2.1 *Sub-Component 2.1: Climate Resilience and Productivity of APG Farming Systems.* The Borrower will strengthen the climate resilience and productivity of APGs farming systems through climate-smart and market-oriented production practices. Activities will include the preparation and implementation of PRIPs, provision of blended financing mechanisms to support climate-resilient investments by APGs and their clusters, technical assistance and extension support, and rehabilitation of off-farm irrigation and water management infrastructure.

5.2.2 *Sub-Component 2.2: Action Research and Scaling of Successful Practices.* The Borrower will promote innovation through the testing, validation, and scaling of climate-resilient technologies and diversified farming practices. Activities will include collaboration with research institutions to identify priority innovation gaps, participatory testing of technologies with model APGs through on-farm trials and action research, documentation and dissemination of proven practices across APG clusters through training, demonstration activities, and knowledge-sharing platforms.

5.2.3 *Sub-Component 2.3: Livelihood Improvement for Vulnerable Households.* The Borrower will support poor and food-insecure households, including persons with disabilities and other vulnerable groups who face barriers to participating in commercial agriculture. Activities will include provision of tailored livelihood packages, nutrition training, mentoring and capacity building, and facilitation of market linkages to diversify incomes, strengthen food security, and enable the progressive integration of vulnerable households into APGs, cooperatives, and local value chains supported under the Project.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Project Agency.* The Ministry of Agriculture and Environment (MAE), through its Department of Planning and Cooperation (DoPC), will serve as the Lead Project Agency, leveraging its long-standing partnership with IFAD. MAE will be responsible for overall project implementation, fiduciary management, technical leadership, and coordination with central, provincial and district project implementing agencies.

The Ministry of Industry and Commerce (MoIC) will serve as co-implementing agency for activities related to value chain development, market integration and private sector engagement. An Implementation Memorandum of Understanding between MAE and MoIC will be concluded during project start-up to define roles, responsibilities, coordination arrangements and accountability.

7. *Project Oversight Committee.* Project Steering Committees will be established at national, provincial, and district levels in accordance with the Government's Sam Sang decentralisation policy. The National Project Steering Committee (NPSC) will provide strategic guidance, approve annual workplans and budgets, and ensure policy alignment. Provincial Steering Committees (PPSC) will endorse provincial plans and coordinate sectoral inputs, while District Steering Committees (DPSC) will oversee quarterly planning, monitoring, and technical backstopping at the local level.

8. *Project Management Unit.* A Central Project Management Unit (PMU), housed within DOCP / MAE in Vientiane Capital, will lead day-to-day management, planning, procurement, financial management, reporting, and technical coordination. The PMU will be staffed by both seconded government personnel and competitively recruited project staff.

At sub-national level, Provincial and District Implementation Teams (PITs and DITs) will be established within MAE and MOIC provincial and district offices to support local planning, coordination with partners and service providers, and day-to-day implementation and reporting. Key Technical Specialists or targeted technical assistance *may be* deployed at provincial or district level to strengthen implementation quality, capacity building, and delivery of project activities, while ensuring cost-efficiency.

9. *Project Parties.* The Project will collaborate with relevant technical ministries and institutions including the Ministry of Public Works and Transport (MoPWT), Ministry of Technology and Communication (MoTC), Ministry of Labour and Social Welfare (MoLSW), Ministry of Health (MoH), and Ministry of Information, Culture and Tourism (MoICT), and technical departments of MAE.

The Project will also engage key national partners including the National Agriculture and Forestry Research Institute (NAFRI), the Lao Farmers' Association (LFA), the Lao Women's Union (LWU), Lao Front for National Development (LNFD) and the Lao Youth's Union (LYU) to provide technical inputs to project implementation as needed.

10. *Monitoring and Evaluation.* A comprehensive M&E system will be established within the PMU to track progress against outcomes, outputs, and targets. The system will capture disaggregated data by gender, age, poverty status, and disability.

11. *Knowledge Management.* Knowledge management will be embedded across project activities through documentation of lessons learned, case studies, innovation testing results, and cross-learning among APG clusters. The Project will facilitate learning events, exchange visits, and digital dissemination of training materials, including farmer-to-farmer e-learning videos. Synergies with research institutions, development partners, and MSPs will ensure continuous innovation and scaling of successful practices.

12. *Project Implementation Manual.* A Project Implementation Manual (PIM), prepared during project design, will be finalized during project start-up to provide detailed operational guidance for project implementation. The PIM will outline institutional arrangements, roles and responsibilities, and procedures for planning, procurement, financial management, safeguards, monitoring and evaluation, knowledge management, targeting, and value chain development processes.

The PIM will be adopted by the Lead Project Agency with IFAD's prior no-objection and may be updated during implementation, as necessary, to reflect operational adjustments. Any material amendments to the PIM shall be subject to IFAD's prior no-objection.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage (Net of taxes)
I. Works	3 644 000	100%
II. Consultancies	1 336 000	100%
III. Grants	2 093 000	100%
IV. Goods, services and inputs	5 497 000	100%
V. Operating costs	250 000	100%
TOTAL	12 820 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) **Category IV - Goods, Services and inputs** shall include eligible expenditure under Goods, services and inputs; such as equipment, material and vehicles; trainings, capacity building and workshops.
- (ii) **Category V - Operating costs** shall mean eligible expenditure for salaries and travel and allowances.
- (iii) **Percentage indicated under "Percentage eligible for IFAD Financing"** is applied to project expenditures, excluding duties, taxes and other financiers. However, under Goods, services and input, the expenditure for the vehicles to be purchased using the Loan proceeds, includes taxes.

2. *Disbursement arrangements.*

Start-up Costs means the reasonable expenditures approved by IFAD that are necessary to initiate Project implementation, including, inter alia, the establishment of Project management arrangements, preparation of implementation and fiduciary tools, initial planning and budgeting activities, and other start up activities agreed by IFAD. Notwithstanding Section 4.02 of the General Conditions (Conditions Precedent to Withdrawal) and the conditions precedent to withdrawal set forth in Section E of this Agreement, withdrawals may be made with respect to eligible Start-up costs financed by the Fund prior to the satisfaction of such conditions, up to an aggregate amount not exceeding five hundred thousand United States Dollars (USD 500 000). Activities to be financed by Start-up Costs shall be subject to the prior no objection of IFAD and shall otherwise comply with Section 4.07 of the General Conditions.

3. *Audit arrangements.*

Independent auditors will audit the project financial statements annually, in accordance with acceptable auditing standards and the Conceptual Framework for Financial Reporting and Auditing of IFAD-financed Projects and Related Handbook. The audit report and management letter will be sent to IFAD within six months of the end of the financial year.

Schedule 3

Special Covenants

I. General Provisions

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will procure and install a customized accounting software in accordance with International Accounting Standards and IFAD's requirements.
2. Within ten (10) months of entry into force of the Financing Agreement, MAE will enter into an agreement with implementing MOIC to define the collaboration, including the roles, responsibilities and duties with regards to implementation, financial management, accounting and reporting.
3. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower shall ensure that (i) a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system is established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.
4. *Gender.* The Borrower shall ensure that gender equality and social inclusion considerations are systematically integrated into Project implementation. To this end, the Borrower shall ensure that women have equitable access to Project resources, training, financial services and decision-making processes, including leadership roles within APGs and cooperatives supported by the Project. The Borrower shall further ensure that gender-sensitive targeting, monitoring and reporting mechanisms are implemented in accordance with the Project Implementation Manual and IFAD policies.
5. *Ethnic Groups.* The Borrower shall ensure that the concerns of Ethnic Groups are given due consideration in implementing the Project and, to this end, shall ensure that:
 - (a) the Project is carried out in accordance with the national applicable provisions;
 - (b) Ethnic Groups are adequately and fairly represented in all local planning for Project activities;
 - (c) Ethnic Groups rights are duly respected;
 - (d) Ethnic Groups communities, participate in policy dialogue and local governance;
 - (e) The terms of Declarations, Covenants and/or Conventions ratified by the Borrower on the subject are respected;
 - (f) The Project will not involve encroachment on traditional territories used or occupied by Ethnic Groups communities.
6. *Land tenure security.* The Borrower shall ensure that the land acquisition or land use arrangements under the Project are undertaken in accordance with applicable national legislation and, as applicable, IFAD's Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP). The Borrower shall seek to avoid involuntary resettlement to the extent possible and, where such impacts cannot be avoided, ensure that they are addressed in a manner acceptable to IFAD.

7. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall comply with IFAD's Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations, as may be amended from time to time.

8. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of IFAD's Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

9. *Use of Project Vehicles and Other Equipment.* The Borrower shall ensure that:

- (a) all vehicles and other equipment procured under the Project are allocated to the Lead Project Agency, MAE for Project implementation;
- (b) The types of vehicles and other equipment procured under the Project are appropriate to the needs of the Project; and
- (c) All vehicles and other equipment transferred to or procured under the Project are dedicated solely to Project use.

10. *IFAD Procurement system.* The Borrower shall ensure that a procurement plan is prepared and maintained in IFAD's designated end-to-end procurement system ("IFAD OPEN"). The Borrower shall ensure that all procurement-related contracts, agreements and related payments financed under the Project (including but not limited to those in relation to goods, works, services, consultancy, non-consulting services, community contracts, grants and financing contracts), are recorded in IFAD-OPEN in accordance with IFAD's applicable policies and procedures. The Borrower shall ensure that the related data is updated on a quarterly basis during Project implementation.

11. The Key Project Personnel shall include: (i) the National Project Director; (ii) the National Project Coordinator; (iii) the Financial Officer; (iv) the Procurement Officer; (v) the Monitoring and Evaluation Specialist; and (vi) Chief of Technical Assistance.

In order to assist in the implementation of the Project, the PMU, unless otherwise agreed with IFAD, shall employ or cause to be employed such Key Project Personnel whose qualifications, experience and terms of reference are satisfactory to IFAD. Key Project Personnel shall be seconded from the Government or recruited under a consulting contract following the individual consultant selection method in the IFAD Procurement Handbook, or any equivalent selection method in the national procurement system that is acceptable to IFAD.

The recruitment of Key Project Personnel is subject to IFAD's prior review. Key Project Personnel shall be subject to annual performance evaluation and the continuation of their engagement shall be contingent upon satisfactory performance. Any contract signed for Key Project Personnel shall be compliant with the national labour regulations or the ILO International Labour Standards (whichever is more stringent) in order to satisfy the conditions of IFAD's Social, Environmental and Climate Assessment Procedures, as may be amended from time to time by the Fund (SECAP). Repeated short-term contracts must be avoided, unless appropriately justified under the Project's circumstances.

II. SECAP Provisions

1. The Borrower shall carry out the implementation of the Project in accordance with the measures and requirements set forth in the Environmental and Social Management Plan (ESMP) and in compliance with the Social, Environmental and Climate Assessment Procedures ("SECAP"), as may be amended from time to time by the Fund. The Borrower shall not amend, vary or waive any provision of the Management Plan(s), unless agreed in writing by the Fund.
2. Where Project activities may involve land use or potential resettlement impacts, the Borrower shall ensure that no civil works are commenced until all Project affected persons have been compensated or resettled in accordance with applicable national legislation and the relevant SECAP requirements.
3. The Borrower shall ensure compliance with the SECAP procedures and the ESMP during the Project implementation. All bidding documents and contracts for goods, works and services shall contain provisions that require contractors, sub-contractors and suppliers to comply at all times during the implementation of the Project with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP and the ESMP.
4. In the event of any environmental, social (including labor and community), or health and safety (ESHS) incident occurring in connection with the Project, the Borrower must, in good faith, promptly notify IFAD and agree to follow procedures indicated either in the PIM or as may be designated by IFAD in consultation with the Borrower. In all cases, the procedures must comply with IFAD's Incident Procedures.
5. The Borrower shall ensure that the relevant processes set out in the SECAP 2021 Edition as well as in the Management Plan(s) (if any) are respected.
6. Without limitation on its other reporting obligations under this Agreement, the Borrower shall provide the Fund with:
 - periodic reports on compliance with SECAP and the ESMP, at least on a semi-annual basis or as otherwise agreed with IFAD;
 - reports of any environmental, social, health or safety incidents occurring during Project implementation and proposed remedial measures; and
 - reports of any breach of compliance with SECAP or the ESMP promptly after becoming aware of such breach.
7. In the event of a contradiction/conflict between the ESMP and the Financing Agreement, the Financing Agreement shall prevail.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons reached by project-supported activities				Project MIS (district-level beneficiary registers consolidated at provincial and PMU levels)	Quarterly and annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)	At least 80% of targeted households will have two adult members actively participating in project-supported activities + all HH members for roads (net of overlap).
	Males - Males	0	5607	14017				
	Females - Females	0	5607	14017				
	Young - Young people	0	1121	2803				
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	11214	28034				
	Persons with disabilities - Number	0	240	600				
	1.a Corresponding number of households reached				Project MIS (district-level beneficiary registers consolidated at provincial and PMU levels)	Quarterly and annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)	
	Households - Households	0	5723	14308				
	1.b Estimated corresponding total number of households members				Project MIS (district-level beneficiary registers consolidated at provincial and PMU levels)	Quarterly and annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)	
	Household members - Number of people	0	32050	80125				
Project Goal To contribute to the reduction of rural poverty and improvement of the income and food security and safety of smallholder farmers and rural producer households in the two target provinces.	Target households (CI 1a) report an increase in income of at least 20%				COI survey	Start-up; mid-term; completion	External survey firm contracted by PMU	Macroeconomic stability and absence of major climate or market shocks affecting agricultural production and prices.
	Household - Percentage (%)	0	25	60				
	Target households (CI 1a) report enhanced food security				COI survey	Start-up; mid-term; completion	External survey firm contracted by PMU	
	Households - Percentage (%)	0	35	75				
Development Objective	Target households (CI 1a) report enhanced resilience to climate change and natural disasters				COI survey	Start-up; mid-term; completion		Stable market conditions and continued

To promote inclusive value chain investments for national and export markets and enhance the climate resilience of targeted smallholder farmers and rural producer households.	Households - Percentage (%)	0	35	75			External survey firm contracted by PMU	engagement of key public and private partners, and absence of major climate or economic shocks affecting agricultural production and value chains.
	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services				COI survey	Start-up; mid-term; completion	External survey firm contracted by PMU	
	Household members - Number of people	0	12820	68106				
	Households - Percentage (%)	0	40	85				
	Households - Households	0	2289	12162				
	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers				COI survey	Start-up; mid-term; completion	External survey firm contracted by PMU	
	Household members - Number of people	0	4807	32050				
	Households - Percentage (%)	0	15	40				
	Households - Households	0	858	5723				
Outcome 1. Inclusive and commercially viable value chains are strengthened, enabling smallholders and VC actors to access markets, infrastructure, as well as BDS and financial services	2.2.4 Supported rural producers' organizations providing new or improved services to their members				COI survey	Start-up; mid-term; completion	External survey firm contracted by PMU	Continued engagement and capacity of producer organizations, sustained participation of financial institutions in rural lending, and policy stability supporting cooperative and value chain development. Number of new full-time (assuming 30 members per new cooperative) or recurrent seasonal on-farm and off-farm jobs created thanks to project activities since project start-up, either as independent individuals (self-employed) or as employees of micro, small and medium-sized
	Number of POs - Organizations	0	10	26				
	Total number of POs members - Number of people	0	1400	3640				
	Males POs members - Males	0	840	2184				
	Females POs members - Females	0	560	1456				
	Young POs members - Young people	0	140	364				
	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities				COI survey	Start-up; mid-term; completion		

enterprises. Jobs created within farmers' organizations that received project support are also included, but temporary jobs created for a limited period (e.g. for road construction) shall be excluded.

	Males - Males	0	216	540				
	Females - Females	0	144	360				
	Young - Young people	0	36	90				
	Total number of persons with new jobs/employment opportunities - Number of people	0	360	900				
Output 1.1.1. District-level and province-level VC Investment Plans (VCIP) developed, validated and implemented	VCIPs developed, validated and implemented				District and Provincial Office records consolidated by PMU	Quarterly and annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)	Active participation of local authorities and value chain stakeholders in VCIP preparation and validation.
	Number - Number	0	6	10				
Output 1.1.2. Inclusive Multi-Stakeholders Platforms established and facilitated along the prioritized value chains	Policy 2 Functioning multi-stakeholder platforms supported				District and Provincial Office records consolidated by PMU	Quarterly and annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)	Key public institutions, producer organizations and private sector actors maintain active engagement in multi-stakeholder platforms and follow through on agreed actions.
	Number - Platforms	0	6	10				
Output 1.1.3. Strategic market-access infrastructure (processing facilities, farm-access roads) constructed or rehabilitated	2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated				Service providers' and District Engineers records; District Offices reports	Monthly, quarterly and annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)	Timely procurement and effective contractor performance without major implementation disruptions.
	Total number of facilities - Facilities	0	8	24				
	Total expected users - Number of people	0	1493	4480				
	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded				Service providers' and District Engineers records; District Offices reports	Monthly, quarterly and annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)	
	Length of roads - Km	0	50	100				
	People reached - Number of people	0	6720	16800				
Output 1.2.1. Capacity building support provided to cooperatives and MSEs for the development of	2.1.1 Rural enterprises accessing business development services				Service providers' records and District Offices reports	Quarterly and annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)	Cooperatives and MSEs actively engage in business development support, and adequate technical service providers are available to deliver quality training
	Rural enterprises - Enterprises	0	67	102				
	Employees - Number of people	0	326	816				

business plans or bankable business proposals, or the formation of new cooperatives	1.1.7 Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services				Service providers' records and District Offices reports	Quarterly and annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)	and advisory services. Regulatory procedures for cooperative registration remain operational, and producer groups are willing to formalize and comply with registration requirements.	
	Males - Males	0	398	663					
	Females - Females	0	398	663					
	Young - Young people	0	80	133					
	Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and Services (total) - Number of people	0	796	1326					
	New cooperatives established				Official cooperative registration records from relevant provincial/district authorities; District Offices' reports consolidated by PMU.	Annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)		
Number - Number	0	20	30						
Output 1.2.2 Cooperatives and MSEs supported to access rural financial services	Supported cooperatives and MSEs with an approved business plan and loan				Service providers' and MFIs' records; District Offices reports	Quarterly and annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)	Participating financial institutions maintain rural lending operations and are willing to extend financial products to supported cooperatives and MSEs.	
	Total number - Number	0	47	72					
	MSEs - Number	0	30	48					
	Cooperatives - Number	0	17	24					
	Average repayment rate by MSEs and cooperatives				Service providers' and MFIs' records; District Offices reports	Quarterly and annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)		
	MSEs - Percentage (%)		90	90					
Cooperatives - Percentage (%)		90	90						
Output 1.3.1. MAE and other relevant regulatory authorities supported to improve the policy and regulatory frameworks	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed				Project MIS	Annually	PMU	Continued engagement of relevant authorities in policy dialogue processes.	
	Number - Knowledge Products	0	1	2					
	1.2.4 Households reporting an increase in production				COI survey				

Outcome 2. Enhanced climate and market shock resilience of smallholders' farming systems and improved food security and safety for food insecure households	Total number of household members - Number of people	0	10618	26544	COI survey	Start-up; mid-term; completion	External survey firm contracted by PMU	Climate financing and planned investments are mobilized as scheduled, farmers and value chain actors adopt climate-resilient practices, and no severe climate shocks significantly disrupt agricultural production systems.
	Households - Percentage (%)	0	75	75				
	Households - Households	0	1896	4740				
	1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW)							
	Women (%) - Percentage (%)	0	85	85				
	Women (number) - Females	0	1564	3910				
	Households (%) - Percentage (%)	0	85	85				
	Households (number) - Households	0	1564	3910				
	Household members - Number of people	0	8758	21896				
Output 2.1.1. Resilience and improvement plans (PRIP) developed and implemented	PRIPs developed and implemented				Service providers' records and District Offices reports	Quarterly and annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)	Beneficiary groups are willing to implement PRIPs, and adequate technical support is available to translate plans into concrete investments. Climate financing and planned investments are mobilized as scheduled, farmers and value chain actors adopt climate-resilient practices, and no severe climate shocks significantly disrupt agricultural production systems.
	Total number - Number	0	24	60				
	Cooperative/cluster-level - Number	0	5	12				
	APGs-level - Number	0	19	48				
	3.1.4 Land brought under climate-resilient practices				COI survey	Start-up; mid-term; completion	External survey firm contracted by PMU	
	Hectares of land - Area (ha)	0	1300	2550				
	People reached - Number of people	0	1608	4020				
	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies				COI survey			

	Men trained in crop - Males	0	804	2010		Start-up; mid-term; completion	External survey firm contracted by PMU	
	Women trained in crop - Females	0	804	2010				
	Young people trained in crop - Young people	0	161	402				
	Total persons trained in crop - Number of people	0	1608	4020				
Output 2.1.2. Off-farm irrigation infrastructure rehabilitated for water resources conservation	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated				Service providers' and District Engineers records; District Offices reports	Quarterly and annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)	Irrigation works are implemented as planned, construction sites remain accessible, and beneficiary communities cooperate in operation and maintenance arrangements.
	Hectares of land - Area (ha)	0	400	1000				
	Total expected users - Number of people	0	320	800				
	WUGs receiving capacity building support				Service providers' and District Engineers records; District Offices reports	Quarterly and annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)	
	Number - Number	0	8	20				
Output 2.2.1. New technologies and diversification farming practices for resilience and improved productivity are tested and scaled up	Farmers participating in on-farm testing of innovations				Service providers' and District Engineers records; District Offices reports	Quarterly and annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)	Farmers are willing to test and adopt improved technologies, and required inputs and advisory services are available in a timely manner.
	Total - Number	0	224	560				
	Men - Number	0	112	280				
	Women - Number	0	112	280				
	Youth - Number	0	22	56				
Output 2.3.1. Vulnerable and food insecure households provided with livelihood diversification packages	2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management				Service providers' records and District Offices reports	Quarterly and annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)	Targeted vulnerable households are willing and able to participate in livelihood and nutrition support activities, and delivery partners reach beneficiaries as planned.
	Males - Males	0	644	1610				
	Females - Females	0	276	690				
	Young - Young people	0	92	230				
	Persons trained in IGAs or BM (total) - Number of people	0	920	2300				

Persons with disabilities - Number	0	240	600			
1.1.8 Persons provided with targeted support to improve their nutrition				Service providers' records and District Offices reports	Quarterly and annually	PMU (consolidation), District and Provincial Offices (reporting)
Total persons participating - Number of people	0	1840	4600			
Males - Males	0	920	2300			
Females - Females	0	920	2300			
Households - Households	0	680	1700			
Household members benefitted - Number of people	0	3808	9520			
Young - Young people	0	184	460			
Number of persons with disabilities - Number	0	160	400			

Integrated project risk matrix

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Country Context	Moderate	Moderate
Political Commitment	Moderate	Moderate
Governance	Moderate	Moderate
Macroeconomic	Substantial	Substantial
Fragility and Security	Moderate	Moderate
Sector Strategies and Policies	Moderate	Moderate
Policy alignment	Low	Low
Policy Development and Implementation	Substantial	Substantial
Environment and Climate Context	Substantial	Substantial
Project vulnerability to environmental conditions	Substantial	Substantial
Project vulnerability to climate change impacts	Substantial	Substantial
Project Scope	Moderate	Moderate
Project Relevance	Low	Low
Technical Soundness	Moderate	Moderate
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Moderate	Moderate
Implementation Arrangements	Moderate	Moderate
Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderate	Moderate
Project Financial Management	Substantial	Substantial
Project Organization and Staffing	High	High
Project Budgeting	Substantial	Substantial
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Substantial	Substantial
Project Internal Controls	High	High
Project Accounting and Financial Reporting	High	High
Project External Audit	Substantial	Substantial
Project Procurement	Moderate	Moderate
B.1 Assessment of Project Complexity	Moderate	Moderate
B.2 Assessment of Implementing Agency Capacity	Moderate	Moderate
Project Procurement Overall	Moderate	Moderate
A.1 Legal, Regulatory and Policy Framework	Low	Low
A.2 Institutional Framework and Management Capacity	Moderate	Moderate
A.4 Accountability, Integrity and Transparency of the Public Procurement System	Moderate	Moderate
A.3 Public Procurement Operations and Market Practices.	Moderate	Moderate
Environment, Social and Climate Impact	Moderate	Moderate
Biodiversity Conservation	Moderate	Moderate
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Moderate	Moderate

Cultural Heritage	Low	Low
Indigenous People	Low	Low
Labour and Working Conditions	Moderate	Moderate
Community health, safety and security	Moderate	Moderate
Physical and Economic Resettlement	Low	Low
Financial intermediaries and direct investments	Low	Low
Climate change	Moderate	Moderate
Stakeholders	Moderate	Moderate
Stakeholder Engagement/Coordination	Moderate	Moderate
Stakeholder Grievances	Low	Low
Overall	Moderate	Moderate